

HE! TOI! LA-BAS!
VIENS ICI! IL NE
MANQUE PLUS QUE
TOI...

ON A DES
CHOSSES A'
DIRE !!



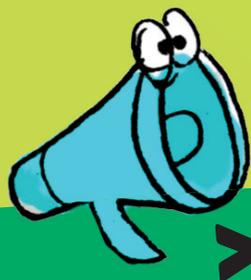
-PAD'R

Ne vous laissez plus diriger par

les préjugés anti-chômeurs

Cette brochure est une version retravaillée, condensée et vulgarisée par Malika Borbouse, sur base du Manuel Citoyen réalisé par les Travailleurs sans emploi de la CSC et Marc Maesschalck, philosophe et professeur à l'UCL.





Avant-propos

Malheureusement, lorsqu'une personne perd son emploi, elle ne subit pas uniquement une perte financière. Psychologiquement, affectivement et physiquement, le chômage laisse des traces. De plus, ce sont souvent les plus faibles qui payent les pots cassés en cas de manque dans les caisses de l'Etat.

C'est pourquoi il est primordial d'agir ensemble pour changer cela, car les démarches individuelles s'évanouissent bien souvent sans donner de vrai résultat, surtout face au système actuel. L'action collective n'est pas qu'une «habitude banale». C'est bien la seule méthode d'action qui porte des fruits. Et il est grand temps de faire reconnaître les droits des plus faibles face au marché du travail.

Les chômeurs et chômeuses sont souvent isolés, et donc des cibles parfaites pour en faire des boucs émissaires. Ainsi, les médias et politiques braquent les projecteurs sur eux et manipulent facilement l'opinion publique.

C'est pourquoi nous souhaitons relever le défi de faire reculer les préjugés sur lesquels, malheureusement, s'opèrent des choix politiques attaquant les chômeurs et les chômeuses, plutôt que le chômage.

De plus, travailleurs et chômeurs sont les faces d'une seule et même pièce. C'est pour cette raison qu'il est plus judicieux de se battre ensemble!

Le manuel, édité en 2015 avec le soutien de la Fec, s'adresse aux formateurs/accompagnateurs de chercheurs d'emploi. Il vise, comme son titre l'indique, à prendre conscience des préjugés anti-chômeurs et à les combattre.

La brochure que vous avez entre les mains, elle, s'adresse à tout un chacun, avec ou sans emploi, aux délégués syndicaux en entreprise, aux étudiants, à toute personne souhaitant se pencher sur la réalité des chômeurs et ne plus se laisser manipuler par qui que ce soit. S'il vous arrive de ne savoir quoi répondre face à des préjugés anti-chômeurs, cette brochure vous sera utile. Elle donne des outils pour réagir de manière constructive et positive.

Nous vous en souhaitons une bonne lecture.

*Khadija Khourcha, responsable nationale des TSE
Marc Maesschalck, docteur en philosophie*

AVANT D'ENTRER DANS LE VIF DU SUJET, NOUS VOUS PROPOSONS DE TESTER VOTRE TAUX DE PRÉJUGÉ. POUR CHAQUE QUESTION, COCHEZ UNE DES RÉPONSES PROPOSÉES.

Selon vous, quelle est la cause principale du chômage?

- A1. Le manque de qualification des demandeurs d'emploi.
- A2. Les licenciements et le manque d'offres d'emploi.
- A3. Le montant des allocations de chômage.

Pourquoi les chômeurs ont-ils des difficultés à retrouver de l'emploi?

- B1. Ils ne cherchent pas assez ou s'y prennent mal.

- B2. Ils sont bien comme ils sont.
- B3. L'offre d'emplois décent est insuffisante.

La gestion du chômage par la sécurité sociale augmente-t-elle le problème?

- C1. Non, c'est le marché de l'emploi qui est la cause du problème, ses dysfonctionnements.
- C2. Oui, car les coûts de cette gestion pèsent sur le travail et font fuir les investisseurs.
- C3. Oui, car on ne poursuit pas assez les fraudeurs.

Ne vous laissez plus diriger par

les préjugés anti-chômeurs

D'après vous, peut-on être heureux au chômage?

- D1. Oui, mais l'emploi favorise les liens sociaux et le pouvoir d'achat.
- D2. Oui, car on est payé à ne rien faire.
- D3. Non, car on est exclu et l'estime de soi en prend un coup.

Faut-il envisager des solutions plus radicales? Lesquelles?

- E1. Oui, des solutions comme la dégressivité des allocations. C'est bien.
- E2. Non, il faut continuer à multiplier les aides à l'embauche en faveur des chômeurs.
- E3. Oui, il faut relancer les expériences de réduction du temps de travail, comme la semaine de quatre jours.

Pourrait-on faire mieux pour inciter les chômeurs à retrouver de l'emploi?

- F1. Oui, en renforçant le suivi individuel et les contrôles.
- F2. Oui, à condition d'agir par le collectif, en favorisant des espaces où les travailleurs sans emploi peuvent retisser des solidarités.
- F3. Oui, en travaillant plus avec les personnes sur leurs capacités de communication, de présentation et de motivation.

Pourquoi les chômeurs ont-ils une mauvaise image dans la société?

- G1. Ce sont les discours politiques et patronaux qui alimentent cette mauvaise image, en critiquant les comportements des chômeurs.
- G2. C'est leur faute. On en connaît toujours l'un ou l'autre qui profite du système!
- G3. Ce sont les médias qui alimentent cette mauvaise image.

Qui pourrait changer la situation, apporter de meilleures solutions?

- H1. C'est le rôle de l'Etat et des politiciens; ça les arrange de laisser pourrir la situation.

H2. Personne, on a déjà tout essayé.

H3. Il y a des associations de terrain (des collectifs de chômeurs), des organisations syndicales qui proposent des pistes différentes.

Seriez-vous prêt à agir avec les chômeurs pour changer leur situation?

- I1. Je ne sais pas. Je ne vois pas ce que je pourrais faire concrètement.
- I2. Cela pourrait s'envisager. Je trouve que ça vaudrait la peine d'essayer, dans la mesure de mes possibilités.
- I3. Ce n'est pas mon problème. C'est aux politiciens de s'occuper de cela. C'est pour ça qu'ils sont élus!

CALCULEZ VOTRE SCORE ET VOYEZ SI VOUS ÊTES VICTIME DES PRÉJUGÉS OU PAS.

Calculez votre score:

9 points pour les réponses
A3-B2-C3-D2-E1-F1-G2-H2-I3

6 points pour les réponses
A1-B1-C2-D1-E2-F3-G3-H1-I1

3 points pour les réponses
A2-B3-C1-D3-E3-F2-G1-H3-I2

Votre résultat: additionnez et divisez par 9.

> Vous obtenez entre 7 et 9:

vous êtes victime des amplificateurs de préjugés et vous les relayez abondamment. Vous apprendrez beaucoup en lisant cette brochure.

> Vous obtenez entre 4,6 et 6,9:

vous êtes dans la moyenne des préjugés. Cette brochure vous sera utile.

> Vous obtenez moins de 4,6:

l'étape 4 est faite pour vous; elle va vous aider à lutter contre les préjugés avec d'autres qui, comme vous, tentent de s'y opposer.

Ne vous laissez plus diriger par

les préjugés anti-chômeurs

**VOICI LES QUATRE ÉTAPES
QUE NOUS ALLONS DÉCOUVRIR ENSEMBLE.
ELLES SONT INDISPENSABLES POUR
SE DÉBARRASSER DES PRÉJUGÉS SUR LES CHÔMEURS
ET RELANCER LES VALEURS COLLECTIVES.**

ÉTAPE 2

Des solutions concrètes et concertées, proposées par les sans-emploi.

2

ÉTAPE 1

Prendre conscience qu'il y a un malaise social, aller à la rencontre de la souffrance du sans-emploi.

1

ÉTAPE 3

Analyse des bienfaits de l'action collective sur les sans-emploi. Analyse des amplificateurs de préjugés et de ce qu'ils y gagnent.

3

ÉTAPE 4

Emboitons le pas aux projets collectifs qui existent, créons-en de nouveaux, et mettons en place des collaborations.

4



Comment ça fonctionne, les préjugés sur les chômeurs?

Pour bien saisir le mécanisme des préjugés, il faut d'abord comprendre que c'est un **réflexe humain**. Notre monde est si complexe qu'on tente inconsciemment de le simplifier. Le problème, quand on simplifie, c'est qu'on est systématiquement dans l'erreur, car il y a autant de réalités que de personnes sur terre.

Ainsi, certains diront que tous les coiffeurs sont efféminés, que toutes les personnes âgées sont grincheuses et que tous les enfants sont infernaux. De cette façon, c'est plus simple. Mais c'est faux. Vous-même êtes déjà la cible de préjugés, qui que vous soyez. Si quelqu'un dit que tous les hommes sont bêtes et que toutes les femmes sont méchantes, vous vous sentirez agacé(e) par cette façon de vous catégoriser.

Par le préjugé, on tente de mettre les gens dans des boîtes, de les trier, de mettre de l'ordre dans notre perception du monde. Ça vient naturellement, malgré nous. Bien sûr, les préjugés peuvent être autant positifs que négatifs, et concerner les êtres humains comme les choses.

En fait, ce sont certains **critères personnels** qui vont nous amener à juger les gens et le monde qui nous entoure, à les juger d'avance, et cela va influencer notre attitude et notre état d'esprit vis-à-vis d'eux.

Revenons maintenant aux préjugés sur les chômeurs. On peut dire que ce sont des **moutons noirs** parfaits, car ils sont presque automatiquement jugés d'avance.

Les «heureux assistés» sont les boucs émissaires par excellence quand tout va mal. C'est comme une rengaine abrutissante: *«Les chômeurs sont payés pour ne pas travailler, gagnent autant que de petits salariés qui se donnent du mal. Donc, ils profitent du système. Ils ne sont pas motivés à trouver du travail, car ils sont bien comme ils sont. Dans certains cas, c'est plus grave encore, car ils travaillent au noir et font de la concurrence déloyale à ceux qui travaillent légalement. Bref, profiteurs, paresseux, malhonnêtes. Certains disent chercher, mais sans vraiment vouloir s'en sortir.»*

On observe également que les préjugés naissent dans la **sélection partielle de la réalité**. C'est-à-dire qu'on va faire d'un cas isolé une généralité: *«Mon voisin fraude, donc tous les chômeurs fraudent!»* Pour ce cas, on va loger tous les chercheurs d'emploi à la même enseigne. C'est beaucoup plus simple d'être radical et de généraliser que d'entrer dans les nombreuses nuances.

Et à ces préjugés de la rue viennent s'ajouter ceux que **le système véhicule** volontiers dans ses discours approximatifs et idéologiques: *«Il y a des secteurs en pénurie, mais les chômeurs sont peu mobiles, difficiles à réinsérer, peu reconvertibles. De plus, le fait qu'on doive les contrôler prouve bien qu'ils ne sont pas motivés. Et leur démotivation se transforme rapidement en désocialisation chronique.»*

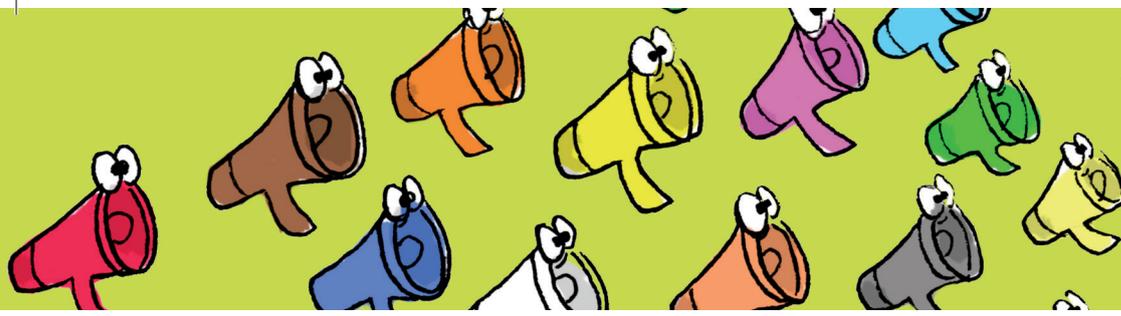
Les supposés secteurs en pénurie et les contrôles viennent renforcer les préjugés sur les chômeurs. Ceux-ci deviennent alors à nos yeux des assistés sociaux.

Enfin, le propre des préjugés, c'est qu'ils sont présentés comme des évidences. Et lorsqu'on tente de les déconstruire, on assiste à un véritable dialogue de sourds:

- s'appuyant tantôt sur des faits: *«Oui, mais, moi, je connais quelqu'un qui...»;*
- mais si nous leur opposons d'autres faits, celui qui les propage va se réfugier derrière des opinions générales: *«Oui mais il n'y a pas de fumée sans feu», «On sait bien comment ça marche»,...;*
- et en guise de conclusion, il y a la formulation d'une théorie morale toute faite: *«Tous des profiteurs, un point c'est tout!»*

Parfois, on avancera des «arguments» qui se basent sur les présumées caractéristiques de la personnalité du **chômeur**: fainéant, profiteur, fraudeur, inadapté, incompetent. D'autres fois, les arguments seront en lien avec les ressources dont ne dispose pas le **système** social: on ne peut pas aider tout le monde, c'est comme ça.

Les préjugés sont en effet très **ambigus**. C'est pour



cette raison qu'il est difficile de s'en prendre au contenu, car il n'est ni clair, ni fixe. Au contraire, il **serpente sournoisement**. La personne qui le propage évite ainsi d'en justifier un contenu précis. C'est précisément parce que les préjugés sont ambigus que les attaquer de plein front est une solution vouée à l'échec. Pour déconstruire des préjugés, il faut adopter une approche spécifique.

Mais considérons tout d'abord les dangers potentiels des préjugés à propos des chômeurs pour notre société. Car, en effet, ils jouent plusieurs rôles destructeurs sur l'ensemble des citoyens.

En d'autres mots, tous ceux qui bénéficient encore aujourd'hui d'une allocation de chômage ou du CPAS doivent **prouver** régulièrement qu'ils cherchent bien du travail activement. Par ailleurs, peut-on encore considérer que nous offrons un revenu minimum à tous ceux qui sont dans le besoin?

Le danger des préjugés sur les chômeurs, c'est donc que, pour des personnes faibles, on en vienne à **préconiser la pauvreté** et que cela nous semble **normal**. «*C'est qu'ils l'ont cherché!*» On pousserait toute une série de personnes dans le décrochage social, les rendant misérables et totalement dépendants de la charité.

Un autre danger serait celui d'en arriver à oublier que **chômeurs et travailleurs** sont étroitement **liés**. On parviendrait alors à monter des personnes fragiles contre d'autres personnes fragiles.

Revenons un peu sur les allocations de chômage et le revenu d'intégration sociale. D'où proviennent-ils? A l'origine, ils ont été créés sur base d'un principe de solidarité, celui de notre système de sécurité sociale: une cotisation **volontaire** de l'ensemble des travailleurs afin de se préparer un filet de sécurité pour tous les aléas/périodes de la vie (maternité, perte d'un emploi, maladie, accident, vacances, enfants, pension, etc.).

Or, les préjugés sur les chômeurs nous éloignent de cette solution collective qui a pourtant fait ses preuves. En faisant des raccourcis tels que «sans-emploi = profiteurs = excluons-les!», on rejette les plus faibles et on scie la branche sur laquelle nous sommes assis.

Encore aujourd'hui, on constate que les habitants du Danemark, de la Suède et de la Finlande (pays qui bénéficient de systèmes de protection sociale extrêmement développés) se retrouvent en tête du top 10 de l'Happy Planet Index. C'est-à-dire que leur production de richesses (PIB) et leur indice de développement humain sont tous deux élevés et positifs. Les finances du pays et la population se portent très bien!

> Quel est l'impact des préjugés à propos des chômeurs sur notre société?



Les préjugés amènent à des **solutions simples et radicales**: «*Ce sont des boulets qu'on traîne, alors, soit ils se bougent, soit ils n'auront plus rien! On réduit au maximum le droit au chômage, on les exclut même s'ils ont des preuves qu'ils cherchent, et on passe ensuite la main au revenu d'intégration sociale (CPAS).*» Quel raccourci étonnant!

De plus, notons que, dorénavant, même au CPAS, des efforts de recherche sont imposés. Les allocataires sont donc également contrôlés dans leurs démarches par les assistants sociaux.

Ne vous laissez plus diriger par

les préjugés anti-chômeurs

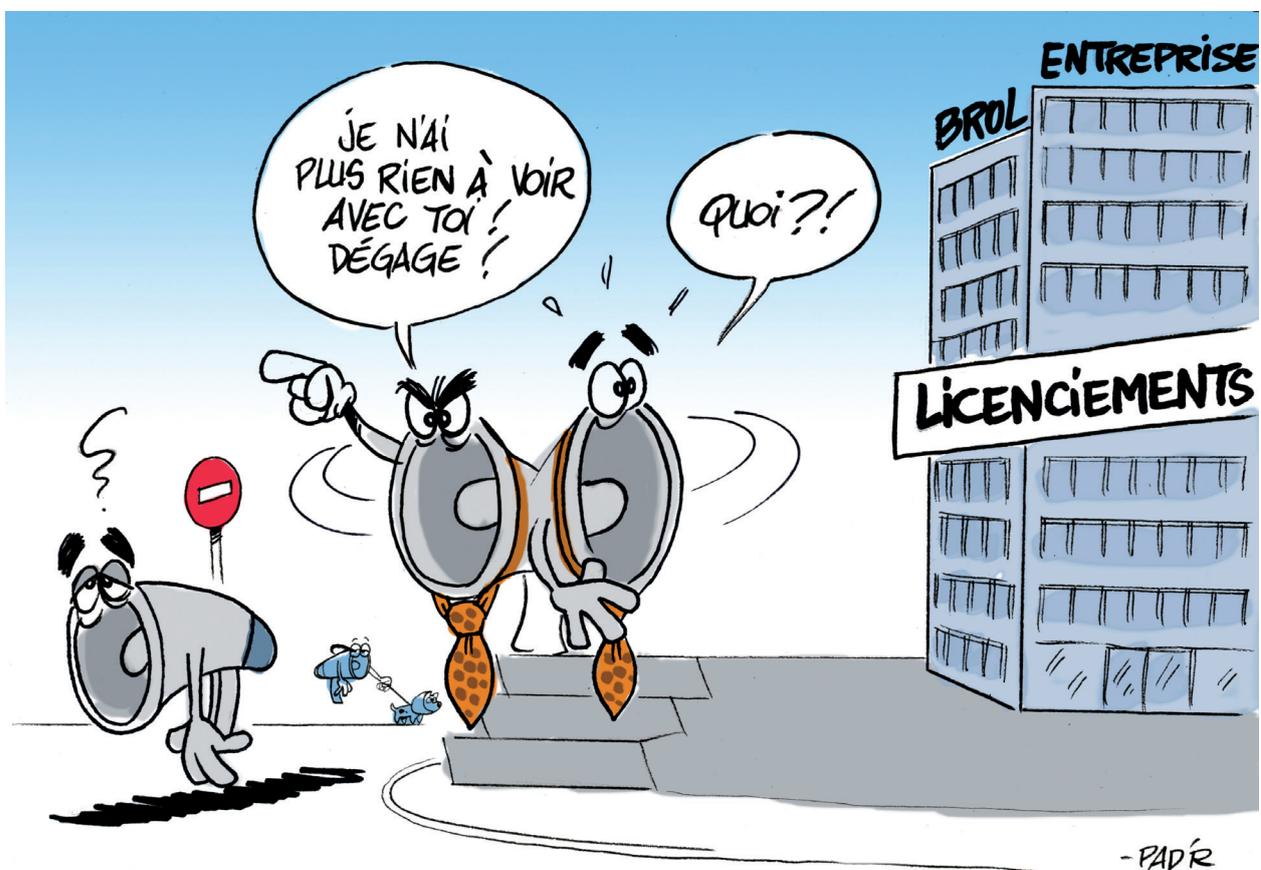
Il a été d'ailleurs prouvé que la part des richesses du pays consacrée à la protection sociale avait un impact direct sur le bonheur et la satisfaction des citoyens. **On peut donc dire que la solidarité, c'est bon pour la santé, pour le moral et pour une vie digne.**

Alors, telle est la question: comment a-t-on pu passer de «*Je suis solidaire et cela me protège*» à «*Je suis insécurisé et les coupables sont les plus faibles que moi*»? Pourquoi autrefois la solution de l'insécurité était-elle le système social, alors que désormais c'est de se désolidariser? Parce que la crise s'est intensifiée, et qu'on nous a aimablement **montré des coupables** à coups de préjugés. Préjugés qui sont en quelque sorte un piège, un outil utilisé pour manipu-

ler les citoyens. Ils arrivent pile au bon moment, sur leur beau cheval blanc, pour nous sauver...

Pourtant, plus que jamais, ceux qui détiennent les richesses financières de ce monde sont les **actionnaires**. Ils sont tout-puissants et constituent la priorité de notre système actuel.

C'est pour cette raison que les travailleurs doivent trouver une manière de se protéger collectivement. Comme on l'a vu, plus le monde du travail est protégé collectivement, moins il souffre et paie cash les situations de crise. Cultivons notre solidarité et balayons notre individualisme. Pour ce faire, nous devons retrouver de nouvelles **valeurs collectives**, des points d'accord et de rassemblement.





Comment ne plus se laisser diriger par les préjugés?



PREMIÈRE ÉTAPE:

Prendre conscience du malaise social et de nos souffrances

Comme nous l'avons vu, opposer des contre-arguments à des préjugés, ce n'est pas efficace. Ce qu'il faut commencer par faire, c'est mettre en évidence le **malaise social profond** qui nous amène à **chercher des coupables**. Car le nœud du problème, c'est bien le drame psychosocial que nous vivons actuellement.

Depuis plusieurs décennies, nous assistons à une diminution de notre pouvoir d'achat, car le coût de la vie augmente, mais pas nos salaires. La concurrence internationale provoque des licenciements collectifs et la dégradation de notre qualité d'emploi et de nos salaires. On en demande toujours plus et on donne moins. On observe une augmentation du nombre de restructurations et de faillites. Les burnouts augmentent et les personnes inoccupées aussi. Les migrants affluent vers l'Europe. Et les politiques européennes intensifient le problème. Bref, le manque d'emploi nous plonge dans l'insécurité.

Cette peur sociale non exprimée est bien présente en chacun de nous, et elle nous pousse à vouloir déterminer le responsable et à l'attaquer.

En accusant les chômeurs de tous les maux, les préjugés offrent le sentiment que des **solutions radicales** existent. «On supprime les chômeurs et le

problème sera réglé!» Un peu comme si supprimer des groupes sociaux entiers allait être la solution miracle. Les préjugés surfent sur le vide collectif et l'absence de courage politique. Politique qui tire d'ailleurs profit des préjugés. Ceux-ci se nourrissent du terreau extrémiste et récupèrent à **leur compte** les peurs et les souffrances cachées, pour les traduire en actes de **violence institutionnelle**. Une violence **gratuite** à l'encontre d'un groupe social déjà lésé et meurtri.

«*Vous avez peur de perdre votre pouvoir d'achat? Eh bien peut-être que si nous ne payions pas autant en sécurité sociale pour entretenir des fainéants de chômeurs, vous auriez plus d'argent pour vous! Cessons d'assister tous ces gens!*» Pendant que nous tirons à boulets rouges sur les plus faibles, nous oublions les plus puissants et nous ne remettons pas en question l'efficacité de nos politiques en matière de création d'emploi.

Mais lorsqu'on rejette l'autre et qu'on veut lui faire porter la responsabilité de tous nos maux, il se cache souvent **en nous** une souffrance, une frustration ou une peur. Pour sortir de l'engrenage des préjugés, il faut d'abord privilégier une forme d'auto-confrontation (Yves Clot).

«*Peut-être que moi qui travaille, je suis fatigué par les tâches professionnelles qui me tombent dessus chaque jour, et que j'envie les chômeurs qui ont la chance de pouvoir rester chez eux, de passer plus de temps avec leurs enfants.*»

«*Peut-être que je ne suis pas heureux dans ce que je fais.*»

«*Peut-être que j'ai le sentiment de trimer au boulot et, de ce fait, de payer pour des gens qui ne démarrent pas comme moi à 6h du matin. Ça me met en colère et me frustre.*»

«*Peut-être que c'est plus rassurant pour moi de croire que les chômeurs ne cherchent pas vraiment, au lieu de paniquer à l'idée que mes enfants vont un jour galérer sur le marché du travail.*» Il est important de rejoindre les **émotions** de votre

Ne vous laissez plus diriger par

les préjugés anti-chômeurs



interlocuteur ou interlocutrice, car il s'agit bien de votre meilleur dénominateur commun. Nous avons tous des émotions et des peurs, et c'est là que nous sommes susceptibles de nous comprendre. Tant qu'on n'a pas amené la personne qui colporte les préjugés à voir le malaise social et à regarder en elle pour prendre conscience de ses propres peurs, on ne peut pas la sensibiliser à la souffrance du chômeur en recherche d'emploi, rendu vulnérable par rapport à la santé, au logement, aux loisirs, etc.

Une fois que la personne a pu analyser ce qui se passe en elle et mettre des mots dessus, il faut déjouer le mécanisme du préjugé en l'invitant à réorienter son regard, à prendre du recul face aux fausses évidences, et à ne pas se laisser berner par ceux qui veulent nous manipuler et nous maintenir dans des **illusions** qui les intéressent. Car, bien sûr, comme nous l'avons vu, le préjugé est bel et bien profitable pour les puissants et les politiques.

En fait, le préjugé, c'est souvent l'arbre qui cache la forêt. C'est la partie visible de l'iceberg, mais qui

cache une autre réalité, plus massive et plus profonde. *«Je critique le chômeur car je me sens profondément insécurisé.»*

Dans un contexte de limitation de l'offre d'emplois, il reste possible de rééduquer le regard:

- ✓ apprendre à «rendre visible» la **galère** de la recherche d'emploi;
- ✓ remarquer le poids engendré par la **suspicion** généralisée et le renforcement constant des contrôles;
- ✓ comprendre le rôle **ambigu** d'un système qui mène de front l'accompagnement et la traque.

Il y a bel et bien un décalage entre le vécu des personnes sans emploi et les jugements portés sur elles. Mais ce sont ces jugements qui rendent légitimes les pratiques de plus en plus répressives à leur égard, et qui sont vécues comme une réelle **humiliation**.

Il faut également tenir compte d'un certain **déni de la souffrance des sans-emploi**. Si la souffrance au travail est un phénomène alarmant reconnu dans



certaines sphères, la détresse morale du non-emploi est confrontée au déni et aux préjugés qui affirment l'inverse.

Les études de Ginette Hermant sont éloquentes à ce sujet. Une enquête a montré que 22% des chômeurs sont en **dépression sévère**. Dix-huit pour cent ont déjà tenté de se suicider («*La déprime des Belges*», enquête Solidaris parue dans «*Le Soir*» le 12 juin 2012).

Sans créer de surenchère stérile entre la souffrance au travail et celle du non-travail (puisque nous considérons qu'il s'agit des deux faces d'une même pièce), nous désirons reprendre les propos du sociologue François Dubet: «*Nous avons raison de dénoncer la souffrance au travail, mais je voudrais dire avec un peu de fermeté que l'absence de travail fait bien plus souffrir que le travail, si on en croit des indicateurs comme le suicide et/ou la maladie mentale.*»

D'autre part, selon les chercheurs du Earth Institute de l'Université de Columbia, si le chômage affecte le bonheur, «*ce n'est pas (tant) la perte de revenu, mais la perte de choses comme l'estime de soi et la vie sociale dans le monde du travail, qui conduirait à une baisse du bonheur.*»

C'est ainsi que l'on constate une augmentation du nombre de **bénévolats**. Les employeurs peuvent parfois profiter des services des citoyens gratuitement, alors que ça devrait faire l'objet d'une création d'emploi. Les bénévoles prouvent bien que les gens ne sont pas heureux dans leur inoccupation, qu'ils ont besoin de se sentir utiles, d'apporter leur pierre à l'édifice.

Car être au chômage, c'est avant tout le **parcours du combattant** où tout doit être calculé, le moindre frais. Sans parler des contrôles, des sanctions, de l'humiliation des visites domiciliaires, les entretiens d'embauche infructueux.

Si les chômeurs sont tous des fraudeurs riches et heureux, comment expliquer que 37,8% des demandeurs d'emploi sont en réelle situation de pauvreté? A vrai dire, tout demandeur d'emploi arrivé au seuil le plus bas des allocations vit avec un revenu qui est passé **sous le seuil de pauvreté**.

Qui serait prêt à donner son travail en échange du statut de «chômeur»? Qui serait prêt à vivre un mois avec simplement l'allocation de chômage? Payer son loyer, ses consommations basiques et voir ce qu'il lui reste? Réduire les frais de santé, de plaisir, d'occupation, de déplacement?

Impossible d'obtenir un prêt ou d'avoir simplement accès à un logement, de construire sa vie, d'assumer un véhicule. Autant de freins à l'accès à l'emploi, car la pauvreté éloigne également du marché du travail. D'ailleurs, c'est toute la famille qui souffrent de cette pauvreté, et elle entrave aussi l'avenir des enfants.

Loin d'une situation de plein emploi, il y a actuellement **30 à 40 demandeurs pour une offre** Forem et Actiris, quoi qu'on en dise. Et même si les Belges sont les **champions d'Europe de la recherche** active d'emploi (étude d'Eurostat, institut statistiques de l'UE), la chasse au boulot n'en crée pas.

Par contre, le fait que nous soyons nombreux sur le marché permet aux **employeurs** d'être de plus en plus **exigeants** et de nous contraindre à accepter



Ne vous laissez plus diriger par

les préjugés anti-chômeurs

tout et n'importe quoi, à n'importe quel prix et à n'importe quelle condition. Ce qui n'est ni bon pour les demandeurs, ni pour les travailleurs. Toute concurrence accrue est dangereuse pour le bien-être des citoyens. Les politiques font le plein d'emploi? Non. Mais **le plein de candidats**, ça oui!

D'autant plus que le progrès technique remplace des postes par des machines, et puisqu'il y a une grosse concurrence, les employeurs sélectionnent des personnes surqualifiées pour les postes. Mais que feront les non-qualifiés à l'avenir?

Il est primordial de se battre main dans la main, car les **travailleurs pauvres** sont de plus en plus nombreux. Il faut organiser le partage de la richesse et du travail, car, plus que jamais, les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent. L'écart se creuse.

Autre évidence qui ne semble pas comprise: suivre des **formations** n'aide pas à créer de l'emploi. Or, les sans-emploi sont nombreux à être orientés dans une série de modules afin de se spécialiser ou se diversifier professionnellement. Mais ça ne résout pas le problème. Ils sont parfois sur-formés, mais toujours sans emploi. C'est à la fois aberrant et frustrant.

Enfin, il faut savoir que les préjugés contre les chômeurs seront probablement colportés aussi par un chômeur si celui-ci retrouve du travail, car ce qu'il véhicule est avant tout une **mentalité sociale: la mentalité d'un système**. Et tout un chacun veut se différencier des groupes sociaux qui font l'objet d'une identité sociale négative. L'ex-chômeur sera d'autant plus susceptible de se montrer intransigeant dans l'affirmation «Quand on cherche, on trouve!» qu'il y sera lui-même parvenu.

Par ailleurs, les chômeurs eux-mêmes le font: *«Moi, je cherche, mais mon voisin qui passe ses journées devant la télévision, lui, on ne le contrôle pas! Faïnéant!»*

En fait, toute personne en difficulté va avoir besoin de trouver un bouc émissaire. Ainsi, les chômeurs vont parfois accuser une autre catégorie de personnes, encore plus fragiles qu'eux sur le plan social (les étrangers, les sans-papier ou les malades, par exemple).

Les discours politiques, les débats publics, les médias, les experts se plaisent à entretenir l'image négative des boucs émissaires. Mais ne soyons pas dupes et allons un peu gratter pour porter un **regard plus objectif** sur la réalité.

A l'Onem, **seulement 8%** du budget global de la sécurité sociale sont destinés à payer les personnes en chômage complet.

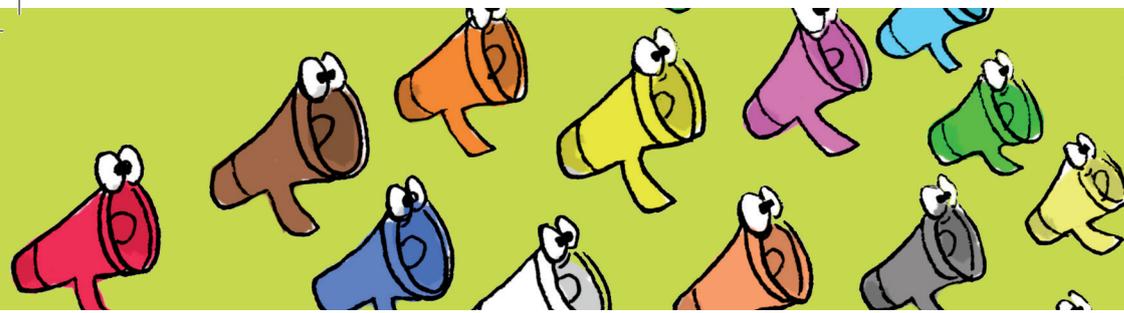
La part moyenne du salaire brut de chaque travailleur consacrée à la caisse de chômage est de **moins de 1%**!

Qui est **à l'abri**, aujourd'hui, de perdre son emploi pour restructuration du personnel, faillite ou autre? Tout travailleur est un chômeur potentiel. Nous devons tous et toutes nous protéger.

En 2010, le taux d'impôt des sociétés en Belgique était de 33,99%. Mais le taux de taxation effectif des 1.000 entreprises réalisant les plus grands bénéfices a été de 5,73% seulement. Quant à des sociétés comme Arcelor-Mittal Finance ou GDF Suez CC, elles ont payé **0% d'impôts** (www.ciep.be)! Plus les entreprises sont riches, moins elles sont taxées, voire pas du tout.

C'est dans ce contexte qu'en 2011 a été instaurée la **dégressivité accrue** des allocations de chômage et le **gel des salaires des travailleurs** pour deux ans. Ces mêmes travailleurs qui payent entre 13,47 et 32,78% d'impôts. Comme pour les vases communicants, lorsque le gouvernement perd d'un côté, il va chercher de l'autre.

En conclusion, l'important est bien de rappeler qu'en effet, la situation sociale et économique n'est pas facile, et que **beaucoup de gens en souffrent**. Mais ce ne sont ni les exclusions ni les préjugés qui résoudront nos problèmes. Il est nécessaire de **restaurer solidaire** et de se battre afin de conserver notre merveilleux outil de solidarité et d'assurance qu'est la sécurité sociale.



DEUXIÈME ÉTAPE:

Proposer des solutions communes chômeurs-travailleurs

Cette étape consiste à envisager des **solutions** et à défendre des **contre-propositions** trouvées ensemble, entre travailleurs et chercheurs d'emploi.

Il devient alors possible de parler d'un **projet de société**, d'une vision globale, et de prendre le temps d'examiner des options participatives dans lesquelles les chercheurs d'emploi seraient réellement impliqués en tant qu'acteurs de changement. Nous sommes alors très loin de l'image négative du «chômeur assisté/fraudeur».

Venant des décideurs politiques et de l'opinion publique, nous serons souvent confronté à des idées prônant des mesures radicales et infructueuses de type sanctions, travail obligatoire ou fin de droits. En quoi sanctionner réglerait-il le problème de la pénurie d'emploi?

Quant au travail obligatoire, il autorise des employeurs à faire usage de services gratuits, sans devoir créer des postes pour ces services. Comme nous l'avons déjà dit, la fin des droits laisserait les gens dans une précarité terrible et les forcerait à devenir des assistés, sans chance de réintégration.

Le point commun entre ces solutions radicales, c'est leur brutalité, leur stérilité, leur absurdité et, enfin,

le fait que ce sont des décideurs extérieurs qui les prennent, sans concertation avec les **principaux concernés**.

Pourtant, lorsqu'on donne aux concernés l'opportunité de s'exprimer sur le sujet, ces derniers ont bien souvent des propositions et des solutions surprenantes, positives et innovantes. Au quotidien, les sans-emploi doivent faire preuve d'ingéniosité pour survivre et faire vivre leur famille, malgré les nombreuses obligations auxquelles ils sont soumis.

Quand on se retrouve dans une impasse, au lieu de rester immobile face aux besoins du marché, il faut pouvoir faire preuve de créativité et d'audace. Et c'est bien ensemble que nous aurons le poids nécessaire pour peser dans la balance et renverser la vapeur.

Des chercheurs s'accordent aujourd'hui à reconnaître que le niveau de bonheur d'une population est lié proportionnellement au **taux de chômage**: les pays où les gens se disent les plus heureux affichent des taux de chômage faibles. Au contraire, on observe que, dans les pays où le taux de chômage est élevé, le bonheur de l'ensemble de la société est impacté négativement, avec incidence sur la santé. L'un et l'autre, travailleur et chômeur ont donc tout intérêt à lutter côte à côte pour de l'emploi décent pour **toutes et tous**.

Comme vu précédemment, la perte du statut social, de l'estime de soi et de sa vie sociale en lien avec le milieu du travail sont des pertes plus importantes aux yeux des gens que la perte financière. Par ailleurs, des chercheurs allemands ont pu démontrer que les personnes ayant un emploi précaire et de mauvaise qualité exprimaient un meilleur taux de satisfaction à l'égard de leurs conditions de vie que ceux qui ont perdu leur emploi⁽¹⁾.

On peut donc en conclure que le travail et le statut social qu'il procure, c'est la santé, et qu'il est primordial de veiller à ce que l'ensemble des citoyens y aient accès.

Faisons maintenant le point sur certains éléments importants à ne pas perdre de vue, et arrêtons-nous sur quelques **solutions/propositions** intéressantes.

Ne vous laissez plus diriger par

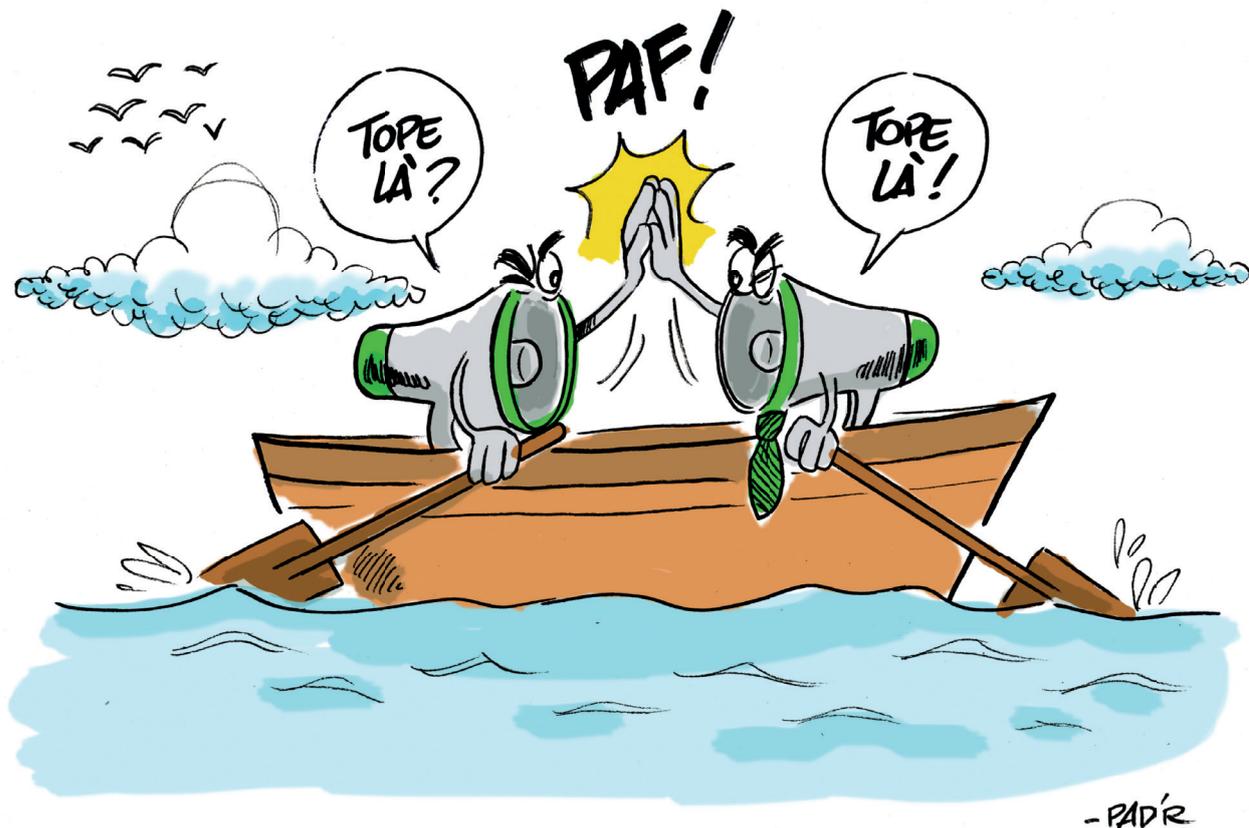
les préjugés anti-chômeurs

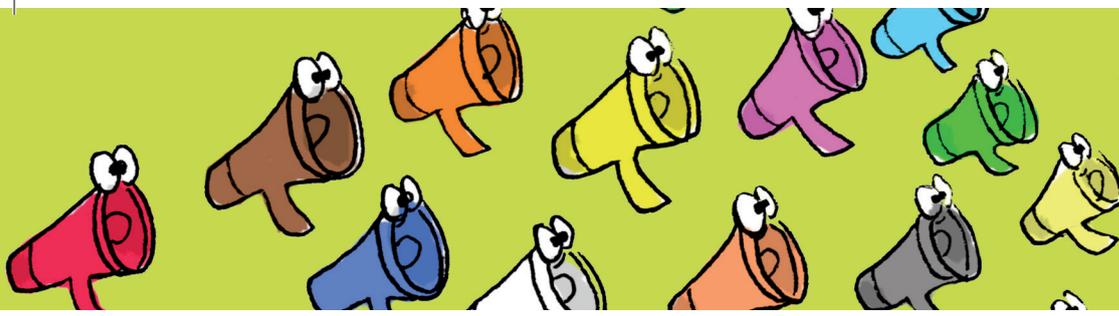
Le saviez-vous?

Si l'**assurance-chômage** a été créée à l'époque, c'était entre autres pour lutter contre la baisse des salaires des travailleurs, tout en assurant une main-d'œuvre de réserve aux patrons en cas de reprise. Sans le vouloir, les sans-emploi pauvres qui réclamaient désespérément du travail devant les grilles des usines mettaient une pression importante sur le marché du travail, et donc sur les travailleurs. Avec et sans-emploi ont donc défendu la même revendication, main dans la main, face au monde patronal. D'ailleurs, dans la législation du chômage, *«le travailleur et le chômeur risquent les mêmes sanctions prévues par l'article 51 de la loi sur l'assurance-chômage. Le travailleur parce qu'il aurait quitté son travail et le chômeur parce qu'il aurait refusé du travail.»*

«Pas de travail, pas de chocolat» est un DVD de 24 minutes réalisé par les Travailleurs sans emploi de la CSC qui illustre particulièrement bien que travailleurs avec et sans emploi sont les côtés pile et face d'une seule et même pièce. Il vous permettra de mettre le cap sur des **solutions** qui tirent tout le monde vers le haut, en lieu et place des préjugés qui tendent à tirer tout le monde vers le bas.

Savez-vous que, selon certains économistes, il y a un **nombre idéal** de personnes au chômage? Le taux de chômage devrait rester aux alentours de 13% afin d'éviter l'inflation (indicateur Nairu). En fait, le but est de garder le contrôle sur les salaires et la qualité du travail. S'il y a trop de chômage, comme on le sait, la concurrence sur le marché est rude, mais cela fait le bonheur des employeurs, patrons et actionnaires, qui





en profitent pour détruire salaires et conditions de travail, et exiger de faire davantage avec moins. Ce qui signifie plus de bénéfices dans leurs poches. Donc, ne perdons pas de vue que les politiques n'ont pas particulièrement à cœur de diminuer le chômage, étant donné qu'il sert les intérêts des actionnaires.

De 1970 à 2010, soit en quarante ans, le nombre total d'heures prestées par l'ensemble des travailleurs a diminué de 5%. Pourtant, la **richesse produite** a doublé. Ce n'est donc pas la richesse produite qui fait défaut, mais bien sa **redistribution** vers les citoyens.

Selon Statbel (service public fédéral Economie), si un impôt de 1% était imposé aux **détenteurs de fortunes** de plus de 1 million d'euros, nous pourrions récolter 6 milliards d'euros par an pour les caisses de l'Etat belge. Combien d'emplois pourrions-nous financer avec cet argent? Et combien de salaires pourraient-ils être augmentés? 140.000 emplois selon Statbel!

Les Travailleurs sans emploi (TSE) de la CSC ont élaboré **vingt propositions**: «*Plus d'emploi, c'est primordial! Convenable, c'est capital!*» Ces vingt propositions portent sur une réécriture modernisée du texte réglementaire sur l'**emploi convenable**. Elles portent aussi sur la création d'emplois, sur une gestion plus efficace et plus juste du marché du travail, sur un accompagnement adapté, intelligent et de qualité.

Pour favoriser l'émergence de solutions innovantes, il est nécessaire d'écouter les TSE en organisant une concertation lors de laquelle on peut réfléchir ensemble à des issues qui tiennent compte des paramètres économique, écologique et social (emploi décent et qualité de vie).

Par exemple, parmi les solutions sur la table qui seraient innovantes et bénéfiques pour tous, il y a celle de travailler moins pour travailler tous. C'est-à-dire la réduction collective du temps de travail (RCTT). Des semaines de travail ou une carrière plus courtes, pour un mieux-être au travail et une meilleure répartition vie professionnelle-vie privée. Un morceau du gâteau pour tout le monde, et surtout un gâteau sain!

On l'a vu: il y a de moins en moins d'emploi, mais les gains de productivité ont augmenté. Il serait **légitime** que ceux-ci soient investis pour le partage du temps de travail.

Les travailleurs sont de plus en plus nombreux à avoir des **contrats à temps partiel**. Ceux pour qui c'est volontaire avaient besoin de davantage de **temps** pour eux et leur famille. Ceux pour qui c'est involontaire n'ont pas l'opportunité d'avoir un horaire plus important et un salaire décent. La répartition du temps de travail pourrait donc être mieux équilibrée et pensée.

Le **volume d'heures de travail** presté augmente depuis de nombreuses années, alors que d'autres attendent le miracle de décrocher un travail. Certains croulent sous le boulot, et d'autres n'en ont pas. A nouveau, on assiste à un déséquilibre dans la répartition du temps de travail, que la RCTT pourrait solutionner.

Les **aides à l'emploi** font trop souvent l'objet d'abus de la part des employeurs. Ceux-ci engagent des personnes concernées par les plans d'aide, profitent des subsides, mais une fois que la période d'aide financière est écoulée, le contrat prend fin, et ils recommencent avec un autre sans-emploi bénéficiant de l'aide.

On utilise en quelques sortes les travailleurs comme s'il s'agissait de Kleenex, qu'on utilise et puis qu'on jette. Cela devrait être **obligatoire** d'engager avec un contrat normal toute personne ayant travaillé plusieurs mois avec ces plans d'aide. Il faudrait pouvoir **légiférer** en la matière.

De plus, certaines entreprises recevant des aides de l'Etat pour créer et/ou maintenir l'emploi, placent cet argent en Bourse, puis elles distribuent des dividendes. C'est vraiment «tout bénéf»!

Légiférer également pour les **formations en entreprise** style PFI⁽²⁾, qui devraient déboucher sur un engagement avec CDI suite à la période de CDD.

Enfin, une autre solution encore serait d'encourager l'**emploi de proximité** dans le non-marchand. Il s'agit de besoins d'emploi non satisfaits, que l'on pourrait adapter au profil des TSE les plus éloignés du marché de l'emploi ordinaire.

En conclusion, les solutions existent, mais il faut pouvoir les trouver **ensemble**, et qu'elles constituent un gain pour tous et toutes, au lieu de nous diviser et de nous affaiblir.



TROISIÈME ÉTAPE:

Méthodes d'action collective solidaires avec les sans-emploi

Il s'agit de prendre conscience d'abord des **forces** de l'action collective en passant par l'éducation populaire et la culture, et ensuite des **blocages** qui empêchent ce changement de méthode. Mettre en évidence le rôle pervers véhiculé par l'image négative attribuée aux sans-emploi.

Sans confiance entre partenaires pour résoudre ce problème de société qu'est le chômage, il nous sera impossible de mener des actions collectives et de laisser libre cours à la créativité des concernés. Cela fait des années que des politiques inefficaces sont menées, essayons autre chose.

Des expériences positives existent déjà et montrent que d'autres voies d'action sont possibles. Des leçons peuvent être tirées de ces expériences, en renforçant l'apport de pratiques solidaires mais aussi d'information et d'accompagnement.

Concrètement, qu'est-ce que l'action collective apporte de plus?

Socialement, ça permet de renouer des contacts, de briser l'isolement et de se resocialiser vers un comportement plus créatif. Cela limite les risques de décrochage.

Professionnellement, l'action collective permet un meilleur suivi du projet de la personne et une meilleure compréhension des informations qui semblaient inaccessibles. On peut également dresser un meilleur diagnostic, dynamique, de ce que vivent les chômeurs.

Démocratiquement, ça donne une légitimité à l'action et un champ plus large, en tant que citoyen et non en tant que victime/sans-emploi. Participation à l'évaluation des réglementations, lors de laquelle ils vont inviter à se diriger vers d'autres solutions.

Prenons l'exemple de l'ASBL SOS dépannage social, qui a été créée par les TSE de la CSC, pour les TSE! Dans le but de les réunir, les redynamiser et les aider, notamment dans leurs démarches. SOS dépannage a mis en place un large panel d'actions collectives créatives avec les sans-emploi depuis sa création en 1982. C'est un bel exemple de réussite d'une action avec des approches collectives implicatives. Ils ont ainsi constaté que donner un espace communautaire aux TSE permettait à différents types de relations de se modifier spontanément, et que cela débouchait ensuite sur de nouvelles opportunités.

La relation au **savoir** et à l'**information**: échanges de savoirs, de compétences et de pratiques.

La relation à **soi** et aux **autres**: sortir de l'isolement et de la culpabilité, prendre conscience qu'on n'est pas seul à vivre ça. Dans la reconnaissance des autres, réaliser son propre potentiel, ce qui stimule le projet de chacun.

La relation au **marché du travail**: réaliser que le problème ne vient pas de soi, mais est un enjeu sociétal, c'est une prise de conscience importante pour redémarrer dans ses stratégies personnelles. Meilleure rencontre de l'offre.

La relation à la **société**: devenir acteur de son projet de vie, se forger un esprit critique face aux «solutions» des politiques, traduire ses révoltes en revendications, non pas d'une personne mais de tout un groupe.

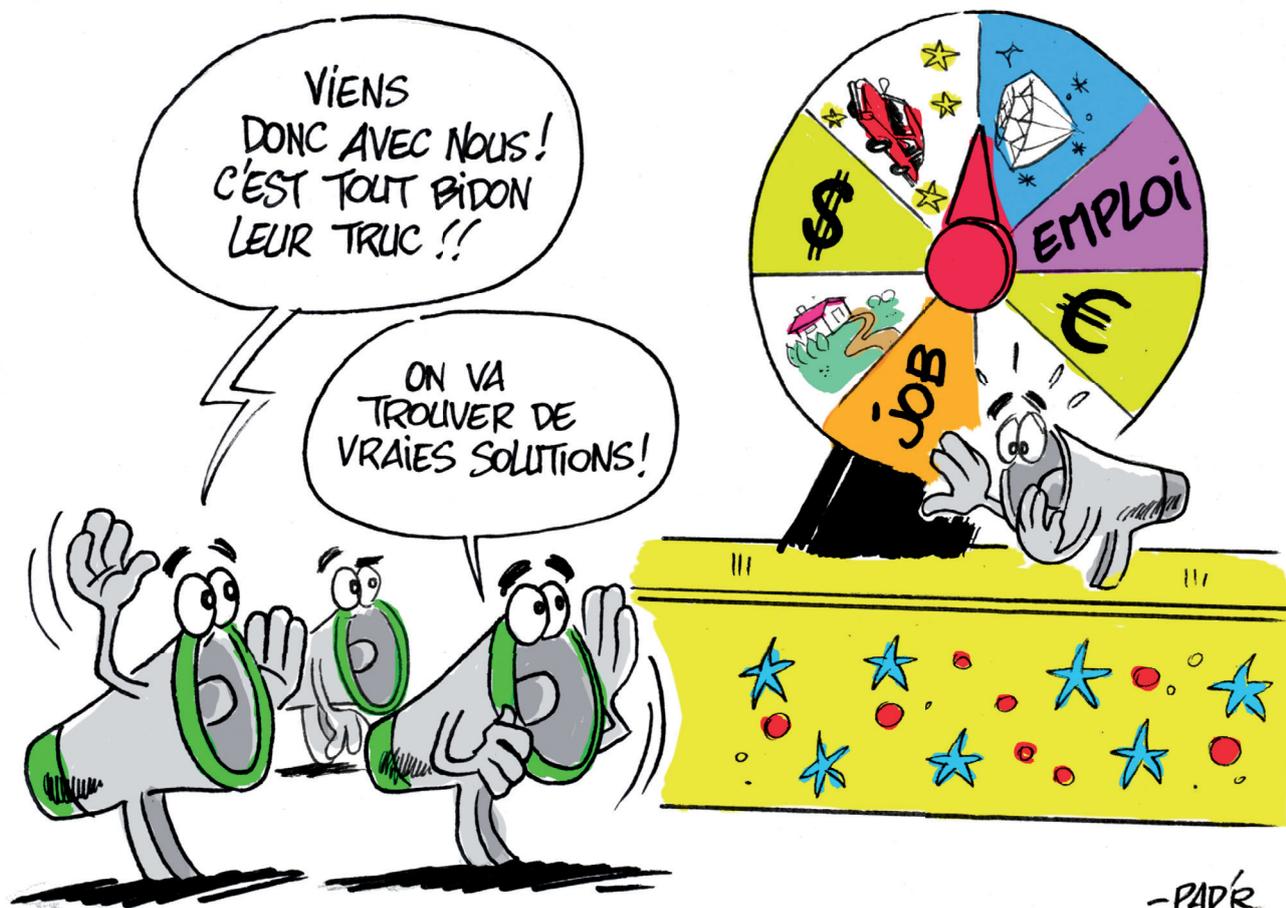
La directrice de l'ASBL SOS dépannage, Dany Potier, explique: «Lorsque nous mettons en place une formation, nous associons systématiquement collectif et individuel, tout en donnant la priorité aux moments de partage en groupe. L'entreprise qui veut optimiser la rentabilité et la qualité de ses services mise généralement sur l'esprit d'équipe de son personnel. Cette construction d'équipe autour d'un projet commun donne ses effets autant pour l'entreprise en quête d'excellence que pour un groupe de demandeurs d'emploi dont l'objectif commun (trouver un emploi durable et de qualité) demande entraide, solidarité et bienveillance de la part de chaque membre.»

Mais, dans le fond, qu'est-ce qui freine les solutions

participatives en groupe? Principalement l'image négative des sans-emploi. Les chercheurs d'emploi vivent mal le fait d'être au chômage, sont isolés et s'isolent encore plus. Leur premier réflexe n'est pas de se mobiliser tant ils se sentent seuls ou coupables.

De plus, l'image négative est **amplifiée** dans ce contexte social. Les préjugés sont relayés par les responsables économiques et politiques, ce qui les renforce et leur donne un certain poids, une légitimité. Les médias, à leur tour, les relaient en masse.

Ceux qui les propagent finissent par se dire que leurs soupçons sont fondés: «Ah ben je ne rêve pas. Je me disais bien qu'ils ne cherchent pas vraiment, mais si ce monsieur le confirme à la télévision dans une émission sérieuse, c'est que j'ai raison!»



Il y a donc bien une volonté politique de maintenir l'attention des travailleurs sur les chômeurs, les malades, les étrangers, et de tous les opposer les uns aux autres.

Comment s'y prennent-ils pour amplifier l'image négative?

Le **comportement politique** organise, entre autres, le **labyrinthe administratif**. Les chercheurs d'emploi doivent courir partout, et ces procédures complexes perdent les gens: Onem, Forem, syndicats, agences d'intérim, ALE, etc. Ça crée des procédures avec parfois des discriminations, comme lorsqu'on ne rentre pas dans des conditions d'aide. Il faudrait donc créer des aides plus transparentes, mesurables, et qui devraient impérativement créer de l'emploi.

Le **comportement économique** va comparer ce qui ne l'est pas pour dire que c'est pire ou mieux dans d'autres pays. Discours patronal: «*L'Allemagne est un pays riche car les gens sont des bosseurs, là-bas!*» Mais il ne faut pas se laisser bernier. En vérité, en Allemagne, les gens travaillent pour obtenir l'équivalent de l'allocation de chômage. Ce sont des «mini-jobs». Les seuls à être riche, ce sont les entreprises et les patrons. Quant aux travailleurs, ils sont pauvres et exploités.

Le **comportement culturel** va par exemple réaliser des sondages qui peuvent être orientés dans la manière de poser les questions ou de diriger habilement les réponses. Leurs résultats et l'utilisation qu'on en fait sont alors dangereux.

Le **comportement des médias** va donner aux spectateurs et lecteurs du sensationnel pour vendre et faire de l'audience. Ainsi, ils vont relayer les préjugés, stigmatiser, quitte à désinformer; grossir les traits, les exagérer et transmettre les propos forts de personnes reconnues ou des instances de pouvoir qui ont l'intention de manipuler les gens.

Dans ce contexte d'amplification, où des «caisses de résonance» se font l'écho des préjugés sur les chômeurs, le bon réflexe est de cerner la raison pour laquelle on attire tant notre attention sur les

chômeurs. On sait maintenant à qui profite le crime. Inutile de préciser que ceux à qui cela profite n'ont pas l'intention de partager les richesses ni de créer de l'emploi.

Puisque les politiques en place se contentent de nous désigner des soi-disant responsables et nous mènent en bateau, nous montent les uns contre les autres et ne prendront pas de décisions qui serviraient leurs citoyens, **c'est à nous de prendre les choses en main!** Hissons nos voiles vers le futur que NOUS voulons et montrons la voie à nos décideurs.

Il faut amener le collectif à réaliser qu'il est mieux placé et armé pour réagir, qu'un individu isolé. On passe du cliché «chômeur suspect» à «travailleur privé d'emploi-acteur», ce qui **change** complètement **l'image** qu'a la société des sans-emploi, et que les sans-emploi ont d'eux-mêmes.

Rappeler aux demandeurs d'emploi qu'ils sont détenteurs de **richesses sociales** et que leur union créative produit du bien-être, indépendamment du marché financier. Il faut pouvoir **revaloriser leurs compétences**. Pourquoi ne pas valoriser de manière officielle leur **engagement bénévole ou militant** dans le cadre du contrôle de la disponibilité, au même titre qu'une recherche d'emploi?

Il est temps, également, d'évaluer les **effets contre-productifs** des plans «d'accompagnement» et de contrôle, mais aussi des procédures de recrutement: perte de confiance en soi, souffrance, démotivation, décrochage, exclusion, stigmatisation, isolement, pauvreté...

Il est grand temps que les **politiques** prennent enfin leurs **responsabilités** et qu'ils œuvrent réellement à améliorer l'enseignement et la formation dans les métiers qui offrent de l'emploi aux peu qualifiés.

L'économie sociale est une solution solidaire et porteuse de sens. Elle regroupe plusieurs coopératives, associations, mutuelles, syndicats et fondations qui ont pour objectif de créer de l'emploi de qualité, durable, utile à la collectivité, basé sur l'égalité entre les membres, et dont le but n'est pas de s'enrichir

outre mesure. Les bénéficiaires sont réinvestis au service du projet collectif. Pas de course au profit, pas de spéculation, de cadeaux fiscaux, d'augmentation de la production. Cette économie sociale est en pleine expansion. Elle représente en Belgique plus de 8,5% de l'emploi global. Elle compte 12.500 entreprises qui regroupent 250.000 travailleurs. Les spécialistes reconnaissent aujourd'hui qu'il s'agit d'un secteur dynamique avec un important potentiel de développement ⁽³⁾.

Prenons l'exemple des Actions intégrées de développement (AID) qui visent l'insertion professionnelle, mais aussi la citoyenneté! Pour mobiliser les sans-emploi, il faut d'abord leur rappeler qu'ils sont des citoyens, car c'est donner les moyens aux personnes de se remettre en route, de faire des projets, d'emploi ou non, individuels ou collectifs, et de repérer les itinéraires à parcourir pour les réussir.

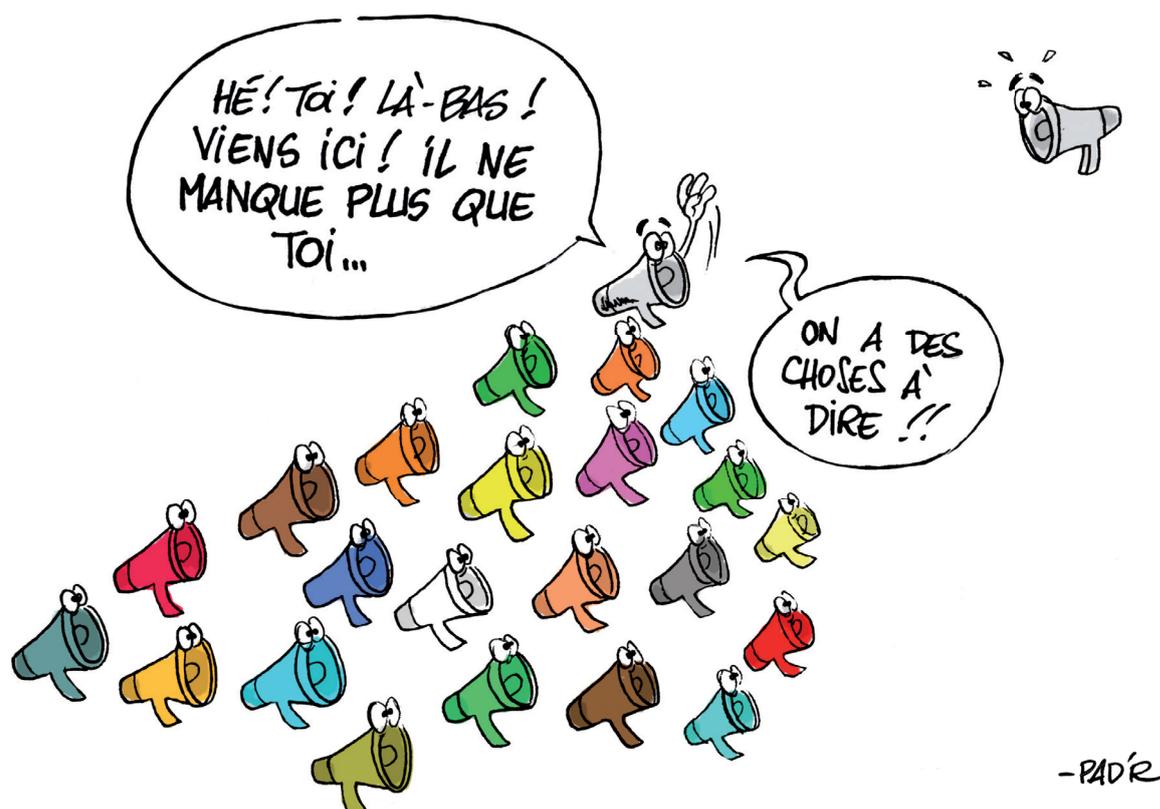
L'éducation permanente est sa méthode principale, et est donc un **outil** de mobilisation dont voici les caractéristiques:

- ✓ démarche collective plutôt qu'individuelle;
- ✓ partir des souhaits des gens, des situations de

vie, de leurs analyses, du concret;

- ✓ aller au rythme des personnes pour éviter de nouvelles exclusions;
- ✓ veiller à ce que l'apprentissage technique soit accompagné d'un apprentissage social;
- ✓ création d'un conseil coopératif dans chaque centre, en vue de permettre une prise de parole des personnes elles-mêmes sur l'organisation générale de la formation. Et donc d'apprendre la citoyenneté «sur le tas», par des exercices d'expression, de négociation, d'évaluation;
- ✓ faire le plein d'initiatives concrètes, souvent dispersées, mais qui montrent que nous ne sommes pas seuls à penser que l'action collective serait une meilleure solution face au chômage.

Les solutions collectives existent. Elles passent par des organismes ou des mouvements qui vont briser l'isolement des chômeurs. C'est une étape primordiale pour mobiliser les chercheurs d'emploi et leur rappeler qu'ils ont des choses à dire, des qualités et des compétences qui ne demandent qu'à s'exprimer. Ensuite, tout devient possible!





QUATRIÈME ÉTAPE:

Identification de l'espace d'action collective existant

Cette étape consiste à aller vers l'autre, à susciter **l'engouement** de suivre le mouvement qui vient d'être découvert, à avoir l'envie de changer les choses pour le bien de tous, avec d'autres.

Pour ce faire, il est nécessaire de s'informer des différentes **initiatives qui existent**, ainsi que des modalités de participation (lieux et processus d'action).

Car les actions de proximité permettent d'agir **informellement** mais concrètement, et c'est parfois encore plus efficace. Ça entraîne un véritable impact sur l'entourage familial, le milieu culturel ou autre.

Des dynamiques d'action plus larges supposent aussi le **soutien** d'organisations collectives. Lorsque plusieurs organismes s'allient, chacun peut s'outiller au mieux, et le message se renforce, prend de l'ampleur, touche plus de monde et est donc plus efficace.

D'abord, il faut **identifier l'espace d'action collective déjà accessible**, proposant différentes formes d'engagement existantes. Les actions qui ont déjà été menées nous confirment qu'il est possible de se réunir et de faire bouger les choses, malgré l'immobilité politique et la pauvreté des solutions proposées par nos décideurs. Nos ressources à nous sont sans

limites, car nous sommes audacieux, nombreux et solidaires.

Ainsi, vis-à-vis des préjugés, il y a des pistes d'action à explorer et à expérimenter. On peut amener des voies de solution concrètes! Par exemple, créer un réseau d'échange de savoirs dans une rue ou un quartier. A commencer par **son environnement immédiat**, où chacun peut mettre sa pierre à l'édifice. Il faut pouvoir cibler **qui** on pourrait toucher à notre petit niveau, ou quelle **collaboration** créer, quel **message** envoyer, et comment, avec quel **outil**.

Et pourquoi ne pas se diriger ensuite vers des actions **de plus en plus organisées**. Partir de micro-initiatives, d'une forme de débrouille pour s'entraider, de lutte contre l'isolement, et progressivement aller vers des initiatives plus structurées, soutenues par des organisations de masse qui portent des revendications politiques:

- théâtre-action;
- tracts;
- lettres ouvertes;
- pétitions;
- manifestations;
- soutien à une action locale;
- participation à des modules de formation;
- capsules vidéo;
- humour;
- créativité;
- témoignages;
- etc.

Au-delà de l'aide apportée par le collectif aux personnes qui se lancent dans un mouvement militant (sortir de l'isolement en rencontrant d'autres personnes, reprendre confiance en soi, redonner un sens à sa vie dans le partage de valeurs communes, imaginer des solutions et les expérimenter, etc.), **les actions se veulent également offensives!**

C'est-à-dire que défendre, c'est important, mais faire bouger fondamentalement les choses, c'est primordial. Se joue là une question de **partage du pouvoir**, car le citoyen a son mot à dire.

En 2012, dans la campagne «Non à l'emploi... des

Ne vous laissez plus diriger par

les préjugés anti-chômeurs

préjugés», les TSE s'insurgeaient contre des propos stigmatisants véhiculés par plusieurs personnes reconnues.

Notre ancienne ministre de l'Emploi, Monica De Coninck, avait notamment déclaré: «*Quand on prend les gens par le collier, on peut les activer.*» Une image forte et dégradante envers les chercheurs d'emploi.

Selon le patron de la FEB, le système de chômage belge est parmi les plus chers et les plus passifs d'Europe. Par ailleurs, les chômeurs n'auraient pas envie de se former dans des secteurs qui offrent de l'emploi.

Cette vague de stigmatisation s'est traduite dans les mesures du gouvernement, mesures qui renforcent les préjugés, sanctionnent et excluent.

Depuis 2015, le gouvernement Michel est venu ajouter une couche aux mesures prises par le gouvernement Di Rupo. Dans un entretien à «*La Libre Belgique*», Charles Michel déclarait qu'ils avaient l'intention de mettre fin à l'assistanat, car ses mesures allaient relancer efficacement l'économie. En effet, les mesures ne se sont pas faites attendre: la quasi-suppression des allocations d'insertion en les limitant à l'âge de 25 ans, les visites domiciliaires inopinées suite à la vérification systématique des factures d'énergie des sans-emploi, recul de deux ans de l'âge de la pension (ce qui réduit davantage les possibilités d'accès à l'emploi). Or, les Travailleurs sans emploi (TSE) de la CSC continuent à dénoncer ces mesures et ont des propositions qui s'attaquent au chômage, et non aux personnes privées d'emploi. L'objectif de ces mesures était la mise à l'emploi, selon les déclarations du gouvernement. Pourtant, on n'observe pas encore, à ce jour, de création d'emploi significative.

Revenons aux créations innovantes des TSE. Les vingt propositions pour l'emploi convenable qu'ils ont produites sont sorties et ont été portées à la connaissance des politiques avant et après les élections de 2014. Vu les mesures d'austérité stériles que continuent de sortir les gouvernements, les TSE ont bien compris que leurs propositions ne seraient aucunement prises en considération. De toute évidence, le fossé entre les deux visions reste plus que creusé, et le travail d'éducation permanente qu'invite à réaliser cette publication peut aider à le réduire.

C'est lors de la présentation du film «*Chômeurs malgré eux*» réalisé par les TSE de Charleroi, en front commun avec la Funoc, qu'il a été décidé de mener cette campagne contre les préjugés. Elle fut lancée lors d'une journée de rencontre à Charleroi avec 350 demandeurs d'emploi de Wallonie et de Bruxelles sur le thème «*Chômeur-profiteur, à qui profite le crime?*».

Ensuite, les comités TSE ont travaillé sur un ou deux préjugés ciblés, les ont rendus visibles. Ils ont sensibilisé, interpellé, utilisé toutes sortes de moyens d'expression dans le but de les déconstruire. Ils ont notamment recueilli des dizaines de témoignages sur la galère du chômage.

Depuis, les créations collectives des TSE sont nombreuses, se multiplient et œuvrent à faire évoluer les mentalités contre les préjugés et pour le changement!





Conclusion/épilogue:

➤ **“Demain il fera jour!”**

**Intervention de Marc Maesschalck
au rassemblement des TSE à Dampremy,
le 16 octobre 2012.**

Actuellement, notre démocratie est en danger. Les mesures généralistes (qui rappellent celles des années 1980) touchent toujours plus lourdement les plus faibles, les bas revenus, mais aussi l'ensemble des travailleurs et des allocataires sociaux.

En Grèce et en Espagne, on a pu constater que l'austérité n'amenait que de la misère et du désespoir. Mais s'en prendre aux plus faibles est toujours plus facile, car ils sont accessibles. On en vient à basculer dans des formes d'extrémisme, puisqu'on s'imagine qu'en chassant les étrangers, puis les bénéficiaires d'allocations sociales, puis les chômeurs, cela ira mieux.

En fait, au lieu de lutter contre les dysfonctionnements structurels d'un **système économique** bâti sur l'accumulation de la richesse et la propriété privée, on lutte contre des **groupes sociaux** supposés bloquer la relance du système économique.

Non seulement c'est inefficace économiquement, mais c'est aussi **pervers** sur le plan politique!

Ce n'est pas parce que nous nous serons vengés **illusoirement** sur les plus faibles que nous trouverons des solutions pour vivre ensemble.

Nous sommes dans un monde qui essaye d'économiser sur le compte des plus pauvres pour combler le trou créé par les plus riches. Dans un monde qui a manqué de vigilance à l'égard des abuseurs du système de spéculation financière, mais qui dira que les abuseurs sont ceux qui cherchent simplement un moyen de faire vivre leur famille et leurs envies.

**On fait payer aux plus faibles les folies
des plus riches.**

Nous attendons de nos Etats, de notre société, de nos organisations sociales, du Forem et de la politique économique qu'ils luttent contre le chômage. Mais eux luttent contre les chômeurs depuis les années 1980, et c'est bien différent.

Le journal télévisé annonce régulièrement **combien de chômeurs** nous avons en moins ou en plus, comme s'il valait mieux les mettre dans un train et les envoyer ailleurs, afin de les faire disparaître de nos décomptes. On attire notre attention sur un groupe social supposé fautif, mais, pendant ce temps, personne ne propose de vraie solution pour lutter contre le **chômage**.

En vérité, le marché économique est en complet désarroi. Des milliards se perdent dans des systèmes spéculatifs de plus en plus complexes.

Parallèlement à ça, l'emploi est devenu une ressource **rare**. Qui peut croire aujourd'hui qu'il est disponible à profusion? Une ressource **mal distribuée** car elle va varier d'une région à l'autre en fonction qu'il s'agit de la ville ou la campagne, d'une région riche en matière première ou pas, etc. Une ressource **discriminante** car l'emploi sera plus accessible en fonction du faciès, sexe, couleur de peau, présentation, âge et physique. Une ressource **mouvante** car il se déplace en fonction des coûts et de la proximité avec la demande d'un bien. Tantôt en Belgique, tantôt en Inde. Enfin, le marché est **tronqué** puisqu'il y a le dumping social: les entreprises se déplacent pour bénéficier d'une main-d'œuvre de moins en moins chère, payée à des salaires dérisoires. Parfois des enfants.

L'empreinte écologique (pollution) est monstrueuse, car on achemine les productions sur des milliers de kilomètres. Pourtant, ces mêmes biens auraient pu être produits dans des conditions de justice sociale et de respect écologique, chez nous ou ailleurs!



C'est précisément parce qu'on ne parvient pas à contrôler ce marché volatile/tronqué qu'on s'attaque aux plus faibles, qu'on les met en concurrence, qu'on les catégorise pour les diviser.

Pendant qu'ils sont convaincus qu'ils doivent se battre, se remettre en question, évoluer pour être au top, accepter des conditions salariales et une qualité de travail moindres, les actionnaires peuvent continuer à spéculer, les entreprises à amasser des cadeaux fiscaux, les riches à préserver leurs richesses et à les regarder grossir, bien placées dans des banques, celles-ci récupèrent les intérêts des prêts et font payer des taxes supplémentaires aux emprunteurs qui payent en retard.

Lorsqu'on prête attention aux mots utilisés ou aux concepts mis en place par notre gouvernement, on peut déjà sentir qu'ils induisent une image négative des chômeurs.

On parle de «**plan d'activation**» comme s'il s'agissait d'un public désactivé, en difficulté, qu'il faut assister et coacher.

Le fait qu'il y ait un «**coach**» **Forem** va donner une image passive au chômeur. «*S'il a besoin d'un coach et d'un accompagnement spécifique individuel, c'est qu'il y a un manque de volonté, de motivation, de savoir-faire, de connaissances, etc.*»

Pour favoriser l'embauche des chômeurs, ont été créés des **plans d'aide** afin «d'inciter les entreprises à aller vers eux». Avec un cadeau fiscal, comme l'allègement des charges patronales, on induit qu'il existe un risque à faire appel aux chômeurs. Risque compensé par l'aide de l'Etat.

Par le contrôle social, les Etats ont depuis trente années lutté contre les chômeurs de plus en plus violemment, en tant qu'inadaptés, malades et abuseurs. Car selon Abraham Franssen ⁽⁴⁾, on évolue vers un traitement clinique des chômeurs, comme s'ils souffraient d'une **pathologie**.

Il serait temps d'activer une **vraie** politique de lutte contre le chômage, et non d'activer les chômeurs dans une roue de hamster.

Cela étant dit, les solutions qui existent ne semblent pas intéresser les investisseurs, puisqu'ils ont créé de nouveaux profits sur les dysfonctionnements du système! En effet, chaque fois qu'un trou dans la caisse doit être comblé, le taux d'emprunt privé explose. Des milliards sont empruntés et les intérêts vont dans leur poche.

Notre salut ne dépend pas des bureaux d'étude ou des cabinets ministériels. **Le mouvement doit venir de nous**, travailleurs avec ou sans emploi, main dans la main, dans des actions collectives.

Notre premier travail est d'arriver à **convaincre notre entourage** proche (amis, famille, voisins) que les préjugés qu'on nous offre sur un plateau sont destinés à nous faire avaler des couleuvres et à nous diviser pour mieux régner.

Nous n'avons pas d'autre choix que de nous **mobiliser** pour organiser notre défense et reconstruire notre idéal de démocratie: une société juste, avec des droits, dans le respect et la dignité.

(1) John Helliwell, Richard Layard et Jeffrey Sachs, «*World Happiness Report*», avril 2012, www.earth.columbia.edu.

(2) Plan formation insertion. La première période est une formation directement en entreprise, la deuxième période est un contrat CDD dans l'entreprise.

(3) Article «*L'économie sociale: la solution contre le chômage?*» posté le 2 mars 2013 sur RTL Info, www.rtl.be.

(4) Abraham Franssen attire l'attention sur les thèses développées par J.F. Orianna, «*L'état social actif en action. Troubles de l'employabilité et traitement clinique du chômage*», dans Vielle P., Pochet Ph., Caddiers I. (dir), «*L'état social actif. Vers un changement de paradigme?*», PIE/Peter Lang, Bruxelles, 2005, p. 179-205. Voir notamment l'article repris dans «*Alter Echos*» n°228, mai 2007, «*Les activateurs: mettre les chômeurs au travail... sur eux-mêmes*» (écrit avec C. Charlier et B. Ferran Duran).

> Quelques témoignages

Raphaël, 33 ans, de Liège:

«Je dois dire que je suis un peu déprimé, car, à force, quand on a régulièrement eu les ailes coupées, on s'essouffle. Je suis comme tout le monde, j'ai mes hauts et mes bas, mais je ne pense pas être un faînéant pour autant. Je ne demande pas mieux que de travailler! D'ailleurs, la plupart du temps, je me sens en campagne présidentielle quand je me présente à un entretien. C'est dire la pression que je me mets. Je suis jeune et pourtant je me sens parfois profondément angoissé et insécurisé. En fait, un emploi, ce n'est pas que pécuniaire, c'est le vecteur de nos relations sociales. Une fois qu'on le perd, on se retrouve sans repère. C'est pour ça que c'est important d'avoir d'autres activités, de se construire d'autres piliers.»

Sébastien, 32 ans:

«J'ai beau rechercher un emploi, il y a toujours quelque chose qui ne convient pas. Soit je n'ai pas le diplôme requis, soit je n'ai pas assez d'expérience, soit je n'ai pas de véhicule, soit je n'ai pas assez de connaissances dans tel ou tel domaine (surtout pour les langues), soit tout simplement parce qu'il y a meilleur que moi. J'ai espéré de temps à autre obtenir un poste pour lequel je correspondais à tous les critères demandés. Mais, à chaque fois, la réponse était identique: «Nous sommes au regret de...» Et il ne faut pas espérer que les aides à l'emploi puissent aider. Elles ne m'ont servi et ne me servent toujours à rien. Je ne demande pas mieux que de travailler, mais si on n'ose pas me faire confiance, comment y arriver? Pour les employeurs, il faudrait avoir tout ce qu'ils souhaitent et tout de suite. Ce n'est pas possible. Comment un jeune diplômé peut-il avoir de l'expérience dans son domaine si on ne lui laisse pas le temps d'avoir cette expérience? C'est complètement absurde.»



Sébastien, 24 ans:

«J'ai été contrôlé plusieurs fois par l'Onem, et les évaluations ont été positives. Au Forem, ma placeuse me dit qu'elle ne sait rien faire de plus pour moi car j'ai fait tout ce qu'elle m'a proposé. Tout le monde me dit qu'il faut aller «emmerder» les agences intérim et/ou les patrons, mais ce que le monde ne veut pas comprendre, c'est que les patrons demandent un profil particulier... Je vis toujours chez mes parents, je dépense peu. Bientôt, je serai exclu du chômage. J'ai la chance d'être fan de jeux vidéo, au point d'en concevoir moi-même. Sans cela, je me serai suicidé, sans doute... Ou en cavale... Ou pire.»

Stéphanie, de Wasmes:

«Mon chômage diminue progressivement et cela devient difficile à suivre au niveau des charges de la famille. Je suis régulièrement convoquée au Forem et à l'Onem. On m'a dit de changer mon CV plusieurs fois, à tel point que je finis par me demander s'ils vont se mettre d'accord, une bonne fois pour toutes. Perso, je pense qu'il est temps d'aider les gens qui veulent s'en sortir, et arrêter de les prendre pour des cons.»

Johann:

«Il y a peu, j'avais un poste où il m'était parfois demandé de dégrossir les CV. Eh bien, pour mon directeur, il est logique et essentiel de prendre dans notre équipe un postulant qui est soit PTP, Activa, APE, n'importe quoi, du moment que la direction reçoit un bon subside pour pouvoir engager une personne qui n'est pas forcément la meilleure pour le poste! Honteux! Et maintenant, moi qui désire changer de boulot, j'ai conscience qu'à 40 ans, malgré mon expérience et mon diplôme d'éducateur A1, les employeurs prendront quelqu'un qui a les primes, même s'il n'a fait aucune études, ou pire, ne connaît pas le milieu dans lequel il va être engagé. Donc, oui, il manque du boulot pour beaucoup de monde, mais s'il y en a un de libre, ce n'est pas forcément la personne la plus adaptée qui l'aura!»

